



CONSEIL COMMUNAL
DE
SAINT-PREX

Rapport de la commission chargée d'examiner le Préavis no. 01/02.2021

Demande d'un crédit de 26'000.00 pour étudier la mise en séparatif des conduites EC/EU et le remplacement de la conduite d'eau potable au chemin de Perreret.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La commission, composée de Messieurs, Sylvain Rodriguez, Michel Perriard, Luc Moret, David la Framboise et Blaise Van Poucque, rapporteur, s'est réunie le 23 février 2021. Plusieurs échanges ont eu lieu par ailleurs.

Le 23 février, la commission s'est entretenue dans une salle du bâtiment communal, en présence de Mme Savioz (Municipale déléguée) que nous remercions pour sa disponibilité.

I Préambule

Comme le mentionne le titre du préavis, nous nous sommes concentrés sur le crédit d'étude de 26'000.00.

Le présent préavis traite uniquement du crédit d'étude. Les travaux feront l'objet d'un préavis de la Municipalité en temps voulu.

Malgré cela, nous nous sommes intéressés sur la nature des travaux pour lequel ce crédit d'étude est demandé. Il en ressort que la Commune devra se mettre en conformité selon le PGEE (plan général d'évacuation des eaux) et qu'une conduite d'alimentation d'eau potable devra être changée au vu de sa vétusté par la même occasion.

II Devis estimatif

Afin de déterminer la somme du crédit d'étude, la Municipalité s'est entourée d'un bureau d'ingénieurs pour chiffrer, même grossièrement, le montant approximatif du coût total des travaux qui est, pour rappel, de 414'000.00 Frs HT.

Le bureau d'ingénieurs s'est donc appuyé sur la norme SIA 103 qui régit les prestations et honoraires des ingénieurs civils pour déterminer la somme des frais d'honoraires totaux.

La fourchette de travail du calcul de ces honoraires se situe selon la norme SIA 103, entre 10% et 15%. L'ingénieur a décidé de prendre un taux dans le haut de cette fourchette en prévision de la complexité des travaux qui seront exécutés aux abords du pont CFF.

La commission ayant eu de la peine à comprendre comment le bureau d'ingénieurs arrivait au montant de 26'000.00 Frs, nous avons donc demandés des éclaircissements.

Afin que le calcul soit clair, nous avons synthétisé ceci dans le tableau ci-dessous.

Montant des travaux budgétés HT	414'000.--
Frais d'honoraires totaux du projet du début à la fin	14%
Soit un sous-total 1 HT	57'960.--
Part de cette phase d'étude par rapport à la totalité du projet	40%
Soit un sous-total 2 HT	23'184.--
Arrondi à HT	23'200.--
TVA 7,7% arrondie	1'800.--
Soit un sous-total Net	25'000.--
Frais de tirage (plans etc...) et envois TTC	1'000.--
TOTAL TTC	26'000.--

III Incidence financière

La commission s'est interrogée sur la possibilité que se laisse la Municipalité de faire un emprunt sur cette dépense malgré son faible coût.

Mme Savioz nous a répondu qu'il s'agissait d'une phrase type qui figure dans les préavis.

IV Impact sur l'environnement

Comme dit en préambule, la commission s'est concentrée sur le crédit d'étude. La commission est cependant sensible aux bénéfices écologiques de ces prochains travaux qui contribueront également à la préservation du sol et du lac.

V Autres questions posées à la Municipalité

Question : Pourquoi passer par une commission pour un si petit crédit de 26'000.—Frs et pourquoi ne pas utiliser le crédit cadre voté en février 2019 ?

Réponse : Etant donné que la Municipalité ne dispose pas de ligne budgétaire, la Municipalité a jugé plus correct de procéder par étapes et de solliciter, dans un premier temps, un crédit d'étude. Cela lui permet de confier un mandat à un ingénieur, puis de revenir avec un crédit de construction, lorsqu'elle disposera d'éléments chiffrés, pour solliciter la somme nécessaire à la réalisation, au plus proche de la réalité économique. Elle agit ainsi en toute transparence.

En ce qui concerne le crédit-cadre voté en 2019 (préavis n° 09/12.2018), ce dernier concerne uniquement le financement de l'entretien et de l'amélioration du réseau existant EU/EC dans le cadre du PGEE. Les travaux de mise en séparatif ne sont pas considérés comme des travaux d'entretien, on ne peut donc pas les financer avec ce crédit cadre. Or, le présent préavis concerne la mise en séparatif des conduites EU/EC, mais également le remplacement de la conduite d'eau potable au chemin de Perreret. Ces deux objets sont complémentaires, mais sont comptabilisés dans des comptes affectés différents. Il n'est donc pas correct de porter une dépense pour l'eau potable sur le compte de l'épuration.

Question : Pourquoi la carte de la dernière page a-t-elle été prise chez Géo planet alors que la Commune a tout ce qu'il faut ?

Réponse : Le plan nous a été fourni par l'ingénieur. Il démontre l'intention de base de poser un tuyau d'EU, d'EC et d'ESP (eau sous pression = eau potable). Tous les services de distribution présents en sous-sol (SIL,...) seront consultés. Il va de soi que nos réseaux communaux sont connus par nos services et peuvent être consultés gratuitement sur Carto Léman.

VI Avis de la commission

- a. Nous avons eu les réponses à nos questions et interrogations.
- b. Le système de calcul est maintenant clair pour nous.
- c. La Commune devra tôt ou tard se mettre en conformité avec le PGEE
- d. Les travaux seront bénéfiques pour l'environnement

VII Conclusions

En conclusion et au vu de ce qui précède, nous vous proposons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Vu le présent préavis municipal
- Entendu les rapports des commissions chargées de l'étudier
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DECIDE

1. D'autoriser la Municipalité à entreprendre l'étude pour la mise en séparatif des conduites EC/EU et le remplacement de la conduite d'eau potable au chemin de Perreret ;
2. De lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme globale de 26'000.00 TTC, se décomposant de la manière suivante : Fr. 18'590.00 pour la mise en séparatif des EC/EU (71,5%) et Fr. 7'410.00 pour le remplacement de la conduite d'eau potable (28,5%) ;
3. D'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou par les recettes courantes de la bourse communale ;
4. D'admettre que cette dépense soit amortie en une seule fois en 2022.

Saint-Prex, mars 2021

Pour la Commission, le rapporteur

Blaise Van Poucque

